

LE POINT AVEC...

Christian Chevalier* :

« Rien ne dit que, sur l'école publique, l'opinion soutiendrait un programme de rupture »

C'est en affichant sa détermination à « caser la baraque » que François Fillon a gagné la primaire de la droite et du centre. Comment le syndicaliste que vous êtes reçoit-il cette nouvelle donne politique ?

C'est une mauvaise nouvelle. Un mauvais coup qui se prépare contre l'école publique. Tout ce qui s'inscrivait dans la tradition scolaire républicaine, celle de ses figures historiques, et même celle du gaullisme et de ses héritiers, on voit bien que

François Fillon veut le jeter aux orties.

Très clairement, ce modèle ne l'intéresse pas. Il lui préfère un modèle pro-

**Christian Chevalier est depuis 2009 secrétaire général du SE-UNSA (Syndicat des enseignants)*

ductiviste fondé sur la prétention aux résultats – comme si, en éducation, le résultat était quelque chose de facilement quantifiable ! – et veut plaquer sur l'école le schéma de l'entreprise. Ce n'est même plus un clivage avec la gauche, c'est une fracture profonde du pacte républicain, dont l'école est un fondement.

Beaucoup d'enseignants pensent que c'est juste un programme électoral de plus...

Cela s'inscrit dans le prolongement de certaines logiques déjà portées par Nicolas Sarkozy, mais là, c'est un changement de degré, car il est cette fois question de les mener à leur terme, et de manière accélérée. Si l'on prend la proposition phare consistant à calquer le fonctionnement ■■■

■■■ du chef d'établissement sur celui d'un chef d'entreprise, elle porte en elle une déstructuration du service public. Si les professeurs devaient être recrutés comme dans une entreprise, les chefs d'établissement seraient amenés à recevoir des dizaines de candidats et, de plus, comme la majorité d'entre eux postulerait pour les « meilleurs » établissements, on se trouverait à terme devant de vraies difficultés de recrutement dans les quartiers populaires urbains ou les établissements ruraux jugés trop éloignés. Ce serait enclencher une mécanique menant à la constitution de déserts scolaires, comme il y a aujourd'hui des déserts médicaux.

Ce n'est à ce stade qu'une proposition...

Les règles politiques ont changé. Jusqu'à présent, y compris sous Nicolas Sarkozy, même si c'était parfois brutal, tout passait encore par une série de filtres démocratiques et institutionnels. François Fillon a prévenu que s'il était élu, il entendait boucler les axes essentiels de son programme entre mai et septembre, par la procédure des ordonnances. Certains basculements pourraient s'opérer de manière ultrarapide. Je pense, outre le recrutement par les chefs d'établissement, aux propositions sur l'évaluation et les promotions ainsi qu'au projet de regrouper les centres de formation d'apprentis et les lycées professionnels et de transférer l'ensemble aux régions.

Si ce programme était avalisé par l'électorat,

ne seriez-vous pas totalement « coincés » ?

Il y aurait certes une légitimité politique. Mais la pratique même de la démocratie fait qu'elle resterait contestable et contestée. Et rien ne dit que, sur l'éducation, l'opinion publique soutiendrait longtemps un tel programme de rupture, surtout s'il est scandé, comme cela est assumé sans complexe, par des réductions massives de postes d'enseignants. Durant le mandat de Nicolas Sarkozy et avec un programme moins radical, nous avons vu l'opinion basculer au bout d'environ deux ans, lorsqu'il a fallu faire avaler aux élus et aux familles des fermetures de classes dans les écoles et des réductions de moyens dans les collèges et lycées. La primaire a au moins un avantage, c'est que les cartes sont déjà sur la table. D'ici à l'élection présidentielle, notre travail va être de décrypter ce programme, d'analyser chacune de ses mesures et de dire à nos collègues et à l'opinion publique quelles seraient leurs conséquences pour la réussite de leurs enfants et le service public sur tous les territoires.

Le monde syndical enseignant est hostile à ces projets, mais aussi très divisé...

Le projet éducatif de François Fillon pourrait être le ciment capable de ressouder un monde syndical fracturé. Nous ne sommes pas d'accord sur de nombreux aspects de la refondation, mais nous nous trouvons aujourd'hui face à des projets qui font l'unanimité contre eux et seraient de nature à justifier une bataille commune.